

L'Amiral Jean DECOUX face au Général de Gaulle, le gestionnaire et le politique.

L'Amiral Jean DECOUX, dès sa prise de fonction - il a été nommé Gouverneur Général de l'Indochine par le Président de la République Albert LEBRUN le 20 juin 1940 – prend conscience dans toute sa gravité de la situation à laquelle il allait avoir à faire face du fait de la menace nipponne dans tout l'Extrême-Orient.

Après quelques mois à la tête de la Fédération indochinoise (cinq Etats : l'Annam, le Tonkin, le Cambodge, le Laos et notre colonie la Cochinchine), l'Amiral doit affronter en janvier 1941 le Siam (Thaïlande) allié du Japon. La bataille de Koh-Chang est la seule bataille navale gagnée au cours des deux guerres mondiales, sur des plans et avec des moyens exclusivement français. Cet acte de résistance doit être mis au crédit de la Marine française.

En décembre 1941, l'attaque japonaise de Pearl Harbour (Hawaï) se prolonge en envahissant immédiatement la Malaisie, les Philippines, Singapour, Hong-Kong, Bornéo, la Birmanie et les Indes Néerlandaises (Indonésie). La France garde son Indochine grâce aux accords habiles que l'Amiral a signés avec le Japon en juillet 1941. Il s'agissait de préserver le sort de 40 000 Français comprenant une forte proportion de femmes et d'enfants, alors présents en Indochine, qui auraient eu une fin misérable dans des camps de concentration. Il y avait aussi 25 millions d'Indochinois dont le sort préoccupait fortement le Gouverneur Général. Et ces populations devaient rester fidèles à la France jusqu'en 1945.

Nommé indépendamment de l'Indochine, en décembre 1941, Haut-commissaire de France dans le Pacifique, se sont retrouvés sous l'autorité de l'Amiral, les Etablissements français de l'Inde et nos colonies du Pacifique : Nouvelle Calédonie et ses dépendances, Nouvelles Hébrides (Vanuatu), l'archipel des Wallis et les Etablissements français de l'Océanie. Le 23 janvier 1942, l'Amiral DECOUX déclara à Radio-Saigon :

« J'y consacrerai non seulement toutes mes forces, mais aussi tout mon cœur. Sachez que tout ce qui touche aux possessions françaises du Pacifique ne m'est étranger puisque je leur dois des souvenirs qui comptent parmi les plus attachants de ma carrière. J'ai pu apprécier le patriotisme des populations sincèrement attachées à la France... »

En novembre 1942, l'Amiral devant la gravité des événements extérieurs, exige que les populations fassent bloc derrière lui : *« La situation particulière où se trouve l'Indochine exige que les Français restent plus que jamais silencieux, calmes et disciplinés. Aucune défaillance ne doit être tolérée. La sauvegarde de l'Indochine en dépend ».*

L'Amiral DECOUX est élevé en janvier 1943 à la dignité de Prince Protecteur de l'Annam par l'Empereur Bao Dai : *« Par la politique qu'il suit, l'Indochine lui doit d'être l'unique pays jouissant de la paix. L'Empire profite de cette protection ».*

Mais la Résistance voulue par le Général de Gaulle, perturbe en 1944 l'unité des Français d'Indochine et inquiète le Japon !

On sait que l'Amiral supportait d'une part le stationnement de 20 000 japonais, essentiellement cantonnés dans des casernes (on ne les voyait que dans quelques grandes villes, sur un territoire grand comme 1,5 fois la France), et d'autre part devait gérer ceux qui faisaient une propagande contre lui en cherchant la division des Français d'Indochine.

Ainsi, le Commandant François de Langlade est envoyé par le Général de Gaulle pour rencontrer l'Amiral. Il est Secrétaire du Comité interministériel et Délégué à la Direction des Services Spéciaux (D.G.E.R.), chargé du renseignement et de la sécurité militaire. Mais le Général Mordant l'empêche de rencontrer l'Amiral, en lui affirmant que *« l'ennemi N°1, bien avant les Japonais, s'appelle DECOUX ».* Mais l'Amiral reçoit Langlade en novembre 1944, sachant déjà depuis un mois que le Général Mordant est placé à la tête de la Résistance et que Délégué Général du Gouvernement a DECOUX sous ses ordres ! L'Amiral veut démissionner, ce que refuse René Pleven, le Ministre des Colonies du Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF). Cette politique du Général de Gaulle divise une partie des Français, ce que les Japonais constateront rapidement : leurs effectifs vont être portés à 65 000 hommes fin 1944. Les Nippons, bien armés, recrutent aussi des indicateurs

indochinois pour repérer les Français « dissidents ». Ce renforcement de la présence japonaise décide les Américains à intervenir en bombardant plusieurs sites stratégiques dont le croiseur amiral « *Lamotte-Picquet* », coulé dans le port de Saigon le 12 janvier 1945, qui avait été notre carte maîtresse dans la fameuse bataille navale de Koh-Chang.

Le 9 mars 1945, l'Amiral DECOUX est ainsi fait prisonnier par les Japonais dans son palais de Saigon. Et le 7 mai, il est transféré à Loch-Ninh dans une plantation d'hévéas à 120 km de Saigon, toujours gardé par les Japonais.

Le Commissaire de la République et Représentant de la France, Jean Cédile, avant l'arrivée du Général Leclerc, laissera l'Amiral jusqu'au 30 septembre, à la garde des Japonais ! Et le 1^{er} octobre, sur ordre du Général de Gaulle, sans ménagement, dans un Dakota militaire, l'Amiral DECOUX quitte définitivement l'Indochine après sept années passées en Extrême-Orient, et rentre en France, sans avoir pu se recueillir une dernière fois sur la tombe de son épouse décédée à Dalat le 6 janvier 1944, en mission auprès de l'Impératrice Nam Phuong.

Après une escale à Rangoon où un détachement anglais en armes lui rendit les honneurs, et une deuxième escale à Calcutta où Schlumberger, l'Officier d'ordonnance de l'Amiral d'Argenlieu, refusa de lui serrer la main (!), il atterrit au Bourget le 8 octobre 1945. « Accueilli » par la Police, il est immédiatement mis en garde à vue au Val de Grâce puis à Fresnes, sans avoir même été entendu par la Justice, et sans même pouvoir rentrer chez lui !

Mais le Général de Gaulle reçoit froidement l'Amiral, le 14 octobre, à son domicile de Neuilly s/Seine pour entendre qu'il aurait dû désobéir au Président Pétain, Chef de l'Etat, quand celui-ci le confirma à la tête de l'Indochine, pour le rejoindre, et ainsi quitter son poste en pleine situation de guerre. Les deux hommes ne pouvaient s'entendre, au moins sur ce point, sachant qu'un Officier général est au service du gouvernement légal... ! On sait que l'Amiral a utilisé avec intelligence et sincérité l'image et le « bouclier » que représente le Maréchal de France, grand soldat de la Grande Guerre, auprès des Asiatiques qui accordent toujours un immense respect au vieil homme d'Etat. « *Tout au long de mon exposé, le Général m'interrompt à peine, si ce n'est de temps en temps pour relever, d'un rictus amer, certains termes de mon récit qui heurtent sa susceptibilité* » dira plus tard l'Amiral.

A noter que l'Amiral Thierry d'Argenlieu avait été nommé le 16 août 1945, par le Général de Gaulle, Haut-commissaire de France et Commandant en Chef pour l'Indochine, avec mission de « *rétablir l'ordre et la souveraineté française* ». Il n'arrive alors que le 31 octobre en Indochine qu'il ne connaissait pas, près de huit mois après le coup de force des Japonais ! Et son échec face au communiste Ho Chi Minh, sera tel qu'il sera remplacé le 5 mars 1947 par le radical-socialiste Emile Bollaert.

De mars 1945 jusqu'en 1947, il y aura 2119 tués sur 12 000 militaires européens. La Résistance avait bien envisagé ce désastre puisque Langlade avait annoncé : « *La France qui a perdu dans la Résistance 100 000 des siens, ne tolérerait pas que l'Indochine soit « libérée » sans le sacrifice de 10 000 des siens* » !

On sait que la guerre d'Indochine sera perdue avec la défaite de Dien Bien Phu en 1954, entre la France et Ho Chi Minh : quel échec, quel désastre humain (37 000 morts ou disparus côté Français entre mars 1945 et juillet 1954) et quelle faillite de la politique mise en place par le Général de Gaulle mais aussi quelle victoire du communisme qui est toujours en place en 2010 !

Et l'Amiral DECOUX qui avait tant défendu notre drapeau et les intérêts français en Indochine, dans un monde en flammes, seul à la barre de notre grande colonie, est traduit devant la Haute Cour de Justice pour trahison : il fallait bien lui faire payer son non ralliement à de Gaulle. Le verdict sera rendu en janvier 1949 par un non-lieu, ce qui rétablira enfin la vérité sur ses engagements et ses services. Mais l'Amiral avait subi diverses humiliations (mis en liberté qu'en décembre 1947), de multiples interrogatoires jusqu'en janvier 1949, des témoignages à charge (ceux qui n'avaient pas accepté d'avoir été écartés par le Gouverneur Général, des responsabilités espérées, et ceux qui se croyaient « dans l'air du temps » en suivant aveuglément le pouvoir en place...)

Le politique Charles de Gaulle appréhendait sans doute le retour en France de celui qui avait réussi à préserver tous les intérêts supérieurs de la France, à près de 10 000 km de la Métropole, coupée du monde extérieur à partir de 1942. Cette réussite évidente de l'homme d'Etat Jean DECOUX pouvait assurément devenir très encombrante. Il fallait donc impérativement casser cet homme-là en l'accusant de trahison, en salissant son nom et son action. Cette période de sa vie a été très dure à gérer : il n'acceptera jamais d'avoir subi les effets pervers de la « sale politique », jusqu'à sa mort, le 20 octobre 1963.

Jacques DECOUX